

**Communiqué de presse**  
Pour diffusion immédiate

## **Les économistes québécois se butent aux réalités politiques et corporatives**

**QUÉBEC, le 18 mars 2019** – Selon un sondage interne effectué du 4 au 12 mars en collaboration avec la firme Raymond Chabot Grant Thornton, seulement 15 % des membres de l'Association des économistes québécois estiment à plus de 50 % la probabilité qu'une récession affecte les économies de l'Amérique du Nord au cours des 12 prochains mois. Près de 40 % d'entre eux situent plutôt cette probabilité à moins de 25 %. Sur un horizon de moyen terme, les économistes ayant participé au sondage voient les changements démographiques (32,1 %) et les inégalités de richesses et de revenus comme les principaux facteurs pouvant affecter le développement des économies développées.

Parmi les facteurs qui les empêchent d'avoir toute l'influence voulue auprès des décideurs et des citoyens, la préséance des impératifs politiques ou corporatifs sur la rationalité économique arrive nettement en tête (45,0 %) selon les économistes consultés, suivi de loin par une confiance excessive dans le pouvoir régulateur des marchés (13,0 %). Les répondants reconnaissent toutefois que la formation des économistes pourrait être améliorée, notamment en assurant une correspondance plus poussée entre la théorie et le monde réel (34,4 %) et en faisant davantage appel à l'interdisciplinarité (26,7 %). Pour Yves St-Maurice, président du Comité des politiques publiques de l'Association, « le sondage révèle une certaine déception à l'égard des décisions politiques, mais la grande majorité des économistes reconnaissent aisément que les gouvernements doivent tenir compte d'autres critères que la seule rationalité économique ».

Enfin, dans une proportion de 39,7 %, les répondants au sondage sont d'avis que la meilleure façon pour le gouvernement du Québec d'aider les municipalités à s'acquitter de leurs responsabilités consiste à leur transférer une partie de la TVQ ou de la taxe sur l'essence collecté sur leurs territoires. Près du quart (24,4 %) préconisent plutôt de leur offrir de meilleurs programmes d'appui aux investissements en infrastructures.

L'Association effectue régulièrement des sondages auprès de ses membres sur des questions en rapport avec l'actualité économique ou des enjeux de politique publique. Les résultats détaillés de ce sondage apparaissent en annexe. Les sondages antérieurs sont disponibles à l'adresse : [http://economistesquebecois.ca/programmes\\_et\\_activites/sondages](http://economistesquebecois.ca/programmes_et_activites/sondages) .

## CONTACT

Yves St-Maurice, président  
Comité des politiques publiques  
514-776-6546

Bernard Barrucco, directeur général  
Association des économistes québécois  
418-681-9247

## Annexe

Au total, 131 membres de l'Association des économistes québécois ont répondu au sondage réalisé par Internet du 4 au 12 mars 2019.

### QUESTION 1

**Quelle est la probabilité d'une récession économique en Amérique du Nord au cours des 12 prochains mois ?**

	Réponses
75 % et plus	3,1%
Entre 50 % et 74 %	12,2%
Entre 25 % et 49 %	37,4%
De 0 % à 24 %	38,9%
Aucune opinion	8,4%

## QUESTION 2

**Pour permettre aux municipalités de mieux assumer leurs responsabilités, quelle mesure le gouvernement du Québec devrait-il privilégier parmi les suivantes?**

Mesure	Réponses
Transférer aux municipalités une partie de la TVQ ou de la taxe sur l'essence collectée sur leur territoire	39,7%
Leur offrir de meilleurs programmes d'appui aux investissements en infrastructures	24,4%
Leur donner des pouvoirs de négociation accrus face à leurs employés	16,0%
Leur attribuer des soutiens financiers ponctuels	0,8%
Leur accorder plus de latitude dans leur gestion budgétaire et financière	13,7%
Autre mesure. Préciser :	5,3%

### **Autres mesures (suggestions des répondants) :**

Augmenter la tarification des services municipaux;

Réduire la saillance des taxes foncières (par exemple, en les intégrant dans les paiements hypothécaires mensuels) afin de favoriser leur hausse;

Favoriser les projets inter municipaux entre municipalités voisines;

Augmenter l'imputabilité des agglomérations et des villes fusionnées ;

Revenus de taxation mais pas uniquement sur ce qui est sur le territoire, taxes sur les véhicules de transport, taxes Internet uniformisées; points d'impôt sur le revenu ;

Une offre composée des éléments précédents et dont le *mix* dépend de la situation de chaque municipalité, en plus de miser sur une forte hausse de la productivité des employés municipaux;

Encadrer rigoureusement l'intégrité des processus municipaux;

Transférer l'ensemble de la taxe foncière, c'est-à-dire abolir la taxe scolaire.

### QUESTION 3

**Parmi les suivants, quel facteur est le plus susceptible d'affecter le développement à moyen terme de l'économie des pays développés?**

Facteur	Réponses
Les inégalités de richesses et de revenus	25,2%
Les questions environnementales	18,3%
Les effets perturbateurs des nouvelles technologies	9,9%
Le commerce extérieur	6,9%
Les changements démographiques	32,1%
Autre facteur. Préciser :	7,6%

#### **Autres facteurs (suggestions des répondants) :**

L'endettement ;

L'endettement des ménages ;

Le niveau scolaire de leur population ;

Les inégalités de richesses et de revenus + accès inégaux aux services de scolarité

Le consumérisme à outrance (qui finit par rejoindre les cohortes des ménages (familles, gens seuls, retraités) qui demandent de plus en plus à l'État ;

L'éducation ;

L'incertitude politique ;

Les contraintes à l'immigration ;

Le commerce extérieur, les changements démographiques, les nouvelles technologies

L'accroissement des entraves au commerce international.

#### QUESTION 4

**Parmi les possibilités suivantes, quelle serait l'amélioration la plus importante à apporter à la formation des économistes ?**

Amélioration	Réponses
Une correspondance plus poussée entre la théorie et le monde réel	34,4%
Davantage de références à l'histoire et aux institutions	12,2%
Plus d'interdisciplinarité	26,7%
Une plus grande diversité des théories enseignées	7,6%
Une meilleure prise en compte des limites des données disponibles	11,5%
Autre amélioration. Préciser :	7,6%

#### **Autres améliorations (suggestions des répondants) :**

Meilleure formation théorique et mathématique ;

Programmation, mégadonnées, etc. ;

Connaissance des sciences de la donnée;

Correspondance plus poussée entre la théorie et le monde réel + une plus grande connaissance et maîtrise des logiciels d'analyse les plus communs (SAS, Excel, Eviews, etc.) + une meilleure connaissance des outils servant de véhicules aux capitaux mondiaux ;

Recours aux diverses méthodes de mesures/calculs souvent assez simples, mais réalisables avec les données disponibles dans les organisations + leur présentation ;

Axer davantage sur la réalité concrète d'un économiste (communications, vulgarisation, courtes analyses, etc.) ;

Apprentissage beaucoup plus important et formel des outils informatiques et bureautiques et des langages de programmation ;

Logiciels de traitement des données massives et application de l'intelligence artificielle (*deep learning modelling*);

Correspondance plus poussée entre la théorie et le monde réel et une meilleure prise en compte des limites des données disponibles ;

Toutes ces réponses.

## QUESTION 5

**Parmi les suivants, quel est le facteur qui réduit le plus l'influence des avis émis par les économistes ?**

Facteur	Réponses
Les contacts insuffisants entre les chercheurs et les praticiens	7,6%
Le contenu biaisé de certaines publications	12,2%
Les difficultés de bien saisir les changements structurels qui surviennent dans l'économie	10,7%
Une confiance excessive dans le pouvoir régulateur du marché	13,0%
La préséance des impératifs politiques ou corporatifs sur la rationalité économique	45,0%
Autre facteur. Préciser :	11,5%

### **Autres facteurs (suggestions des répondants) :**

L'opposition aux politiques axées sur les prix : taxes sur le carbone, péages routiers, etc. ;

La rationalité économique classique ;

Les *lobbies* ;

La difficulté de mesurer l'effet comportemental des individus ;

La difficulté à communiquer de façon claire, concise, imagée et sans jargon ;

La gestion par sondage et la vision à court terme (prochaine élection) ;

La mathématisation trop poussée qui fait oublier que la science économique est une science humaine ;

La prédominance des opinions personnelles de chacun, véhiculée par les médias sociaux, aux dépens des faits et des avis des experts (le manque d'esprit critique!) ;

La difficulté à communiquer avec le public ;

Les attentes excessives face aux prévisions conjoncturelles, qui sont ensuite inéluctablement déçues ;

Le manque d'information vulgarisée et accessible (dans tous les sens du terme) à tous ;

Les nombreux avis économiques émis par des non économistes ;

Le contenu biaisé de certaines publications et une confiance excessive dans le pouvoir régulateur du marché ;

L'absence de considération pour les autres disciplines des sciences sociales (lire *Fourcade et al.* 2015);

Toutes ses réponses.